

Brochure n° 3014 | Convention collective nationale

IDCC : 2336 | **ORGANISMES GESTIONNAIRES DE FOYERS  
ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS**

**Avenant n° 54 du 3 décembre 2020**  
relatif à la prévoyance

NOR : ASET2150152M

IDCC : 2336

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**HEXOPÉE (ex CNEA),**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FO ;**

**UNS CGT FJT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les partenaires sociaux souhaitent rappeler que depuis un arrêté du 6 novembre 2020, publié au *Journal officiel* n° 0276 du 14 novembre 2020, la convention collective des organismes gestionnaires des foyers et services pour jeunes travailleurs (IDCC 2336) à laquelle est annexée celle des personnels des PACT et ARIM (IDCC 1278) est devenue la convention collective nationale de l'habitat et du logement accompagnés.

Dans le cadre des travaux d'harmonisations des dispositions conventionnelles, un chantier relatif à la mise en place de régimes prévoyance et santé communs pour les structures FSJT et celles des PACT et ARIM est lancé afin d'y aboutir pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Ainsi, jusqu'à cette date, ces structures relèvent de régimes prévoyance et santé distincts.

Afin de consolider, pour l'année 2021, la pérennité du régime de prévoyance des foyers et services pour jeunes travailleurs, relevant de la branche de l'habitat et du logement accompagnés, les partenaires sociaux conviennent qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour assurer l'équilibre financier du régime de prévoyance sans en modifier les garanties actuelles. Une des mesures prise repose sur une évolution des taux de cotisations de ce régime.

Le présent avenant a ainsi pour objet de réviser les taux de cotisations, et ce, uniquement du régime prévoyance FSJT sans aucune modification des garanties, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. En conséquence, le présent texte n'apporte aucune modification conventionnelle aux régimes actuels prévoyance et santé dont dépendent les structures des personnels des PACT et ARIM.

## Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application

Le présent avenant s'applique uniquement et exclusivement à l'ensemble des foyers et services pour jeunes travailleurs relevant de la convention collective nationale de l'habitat et du logement accompagnés (CCN HLA). Les structures des personnels des PACT et ARIM sont donc exclues du champ d'application du présent texte.

## Article 2 | Stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante (50) salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante (50) salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, dans la mesure où l'accord a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche, quelle que soit leur taille.

## Article 3 | Taux de cotisations pour le régime de prévoyance

L'article 17.10 de la convention collective nationale HLA, intitulé « Taux de cotisation pour le régime de prévoyance » est remplacé par l'article 17.10 suivant : « Taux de cotisation pour le régime de prévoyance » :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les cotisations sont modifiées comme suit :

Cotisation uniquement à la charge du salarié	Tranche A (= tranche 1)	Tranche B (= tranche 2 limitée à 4 PSS)
Non-affilié à l'AGIRC : incapacité temporaire totale et maternité	0,53 %	1,37 %
Affilié à l'AGIRC : incapacité temporaire totale et maternité	0,53 %	1,37 %

  

Cotisation uniquement à la charge de l'employeur	Tranche A (= tranche 1)	Tranche B (= tranche 2 limitée à 4 PSS)
Non-affilié à l'AGIRC : décès, invalidité permanente totale et allocation obsèques	0,16 %	0,16 %
Non-affilié à l'AGIRC : rente éducation	0,12 %	0,12 %
Affilié à l'AGIRC : décès, invalidité permanente totale et allocation obsèques	0,81 %	0,81 %
Affilié à l'AGIRC : rente éducation	0,12 %	0,12 %
Non-affilié à l'AGIRC : invalidité permanente totale ou partielle	0,65 %	1,47 %
Affilié à l'AGIRC : invalidité permanente totale ou partielle	0,41 %	0,94 %
Reprise encours	0,05 %	0,05 %

## Article 4 | Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

## Article 5 | Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent de demander, sans délai, l'extension du présent avenant.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

À l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article L. 2231-8 du code du travail, le présent avenant fera l'objet d'une procédure de dépôt.

Il fera ensuite l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail.

## **Article 6 | Révision et dénonciation**

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

*Fait à Paris, le 3 décembre 2020.*

(Suivent les signatures.)